



HAL
open science

Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie. Entre mondialisation et souveraineté perdue

Laetitia Perrier Bruslé

► **To cite this version:**

Laetitia Perrier Bruslé. Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie. Entre mondialisation et souveraineté perdue. *Annales de géographie*, 2003, 630, pp.167-187. halshs-00339708

HAL Id: halshs-00339708

<https://shs.hal.science/halshs-00339708>

Submitted on 3 Dec 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Laetitia Perrier Bruslé (Doctorante en géographie, Université de Paris I, PRODIG)
Jean Claude Roux (Chargé de recherche IRD, Montpellier)

Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie. Entre mondialisation et souveraineté perdue

Natural gaz and geopolitical issues in Bolivia : globalisation and lost sovereignty

Résumé :

Parmi les multiples démembrements territoriaux subis par la Bolivie depuis sa création, la perte de son littoral est sans doute celui qui a été le plus vivement ressenti. Il a fait du pays un État enclavé. Le développement actuel de l'exploitation du gaz naturel dans le Sud du pays pourrait changer cette donne. Contre une renégociation d'un traité jugé inique, la Bolivie accorderait au Chili le privilège d'accueillir le port d'exportation du gaz en direction de l'Amérique du Nord. Cependant les Boliviens ne sont pas seuls à décider et d'autres intérêts, emmenés par les multinationales de l'énergie, contredisent ces espoirs de restauration territoriale.

La question du littoral révèle la fragilité de la Bolivie face au processus d'ouverture de son économie. Ce nouveau Potosi pourrait faire renaître les problèmes chroniques que la Bolivie, État rentier, a déjà connu sans jamais réussir à les résoudre.

Mots clefs : Bolivie, Pérou, Chili, mondialisation, gaz, frontière, gazoduc, intégration régionale.

Abstract

Since the creation of the country in 1825, Bolivia lost half of its territory. Among all their lost provinces, Bolivians were mostly affected by the loss of the littoral one, which made Bolivia a landlocked country.

The growing natural gas exploitation in South Bolivia may change the situation. Bolivia wants the iniquitous treaty with Chile to be renegotiated. In return, Chile would host the gas export port to North America. But Bolivians are not alone to decide. Gas exploitation is run by international energy companies which do not bother with bolivian sovereignty. These companies look for peaceful international context to export securely gas through Bolivia and Chile.

The littoral issue reveals Bolivia's vulnerability vis-a-vis globalisation. In Bolivia, gas exploitation is considered as the new Potosi. But relying on international markets, both for exploitation and selling, it could lead to a growing economical dependency and to the deprivation of its own resources. This would recall Bolivia from darkest side of its history.

Key words : *Bolivia, Peru, Chile, globalisation, gas, boundary, pipeline, regional integration.*

Resumen

Desde el inicio del año 2002, Bolivia detiene unas de las mayores reservas de gas de América del Sur. El único mercado abierto existe en América del Norte para una compra significativa de gas. Solo un gasoducto permitirá la exportación del gas hasta un puerto de la costa del Pacífico, con la construcción de una planta de licuefacción del gas, para transportarlo a América del Norte. Pero aparecen, con la posible elección de un puerto chileno, debatidas cuestiones geopolíticas. Para Bolivia, esta salida necesita la revisión del tratado de 1904 quien ha arrastrado su soberanía sobre la costa.

Más al Norte se presenta una alternativa: la costa peruana del Sur permite, con un alargamiento del gasoducto, una salida al mar y Perú está listo para entregar varias regalías a Bolivia.

En el marco de la globalización económica, las compañías petroleras buscan las soluciones las más baratas, de más grande eficacia y de mejores utilidades, sin preocuparse mucho de las antiguas contiendas geopolíticas. Podrán las perspectivas fructuosas de desarrollo económico regional superar la espinosa cuestión del litoral? En el caso contrario el país el más pobre de América del Sur podría quedarse con su tesoro durmiendo.

Palabras claves : *Bolivia, Peru, Chile, frontera, globalizacion, gasoducto, gas, integracion regional.*

L'histoire économique de la Bolivie s'est confondue, depuis l'époque coloniale, avec des cycles miniers ou agricoles (caoutchouc et coca-cocaïne), destinés à la satisfaction d'une demande internationale. Le premier de ces cycles a débuté en 1542, avec la découverte de la montagne d'argent de Potosi. Il est relayé, à la fin du XIX^{ème} siècle, par le cycle de l'étain dominant jusqu'aux années 1980. A cette date l'activité minière est frappée par une crise profonde. Elle ne retrouve un certain regain que dix ans plus tard, grâce aux découvertes de gisements d'hydrocarbures. En quelques années la Bolivie s'est hissée à la deuxième place de l'Amérique du Sud pour le volume de ses réserves gazières qui représentent un cinquième du total sud américain.

Cette nouvelle manne, providentielle pour ce pays pauvre, doit être exportée pour garantir des rentrées financières à la Bolivie. La Californie et le nord du Mexique sont acheteurs, à condition d'assurer un acheminement rentable du gaz et de résoudre, à moindre frais, le double problème de la traversée des Andes et du transport maritime vers l'Amérique du Nord. La solution réside dans la construction d'un gazoduc trans-andin et la création d'un port gazier sur le Pacifique. Le pays n'ayant pas d'accès à la mer, ce port se trouvera soit au Pérou soit au Chili. Le choix à faire entre ces deux pays a réveillé en Bolivie un vieux contentieux, né du Traité de 1904, conclu entre ce pays et le Chili, et selon lequel la Bolivie renonçait à sa souveraineté sur sa province du Littoral.

Le développement du secteur énergétique a donc un double effet : d'une part il devrait tirer la croissance de l'ensemble du pays, d'autre part, il serait à même d'atténuer une profonde rancœur historique des Boliviens contre le Chili. En échange du choix d'un port chilien, ils pourraient imposer une renégociation de ce traité jamais accepté. « *Le gaz est notre meilleur chancelier* » déclarait l'ex-président bolivien Quiroga, conscient de cet enjeu.

Pour comprendre ces différents enjeux, il faut présenter le secteur des hydrocarbures : dominé par les entreprises étrangères, à la recherche de nouveaux marchés d'exportation, il est bien le produit d'une économie globalisée. Il a donné naissance au projet d'exportation de gaz vers l'Amérique du Nord au nom d'une logique de profit, sans se douter que cela ferait ressurgir des angoisses souverainistes boliviennes. La résolution de ce contentieux est loin d'être évidente car, face à la pression de groupes multinationaux puissants, la marge de manœuvre de l'État bolivien est réduite. A la veille d'un nouvel El Dorado, la Bolivie découvre aussi les déboires d'un pétro-État.

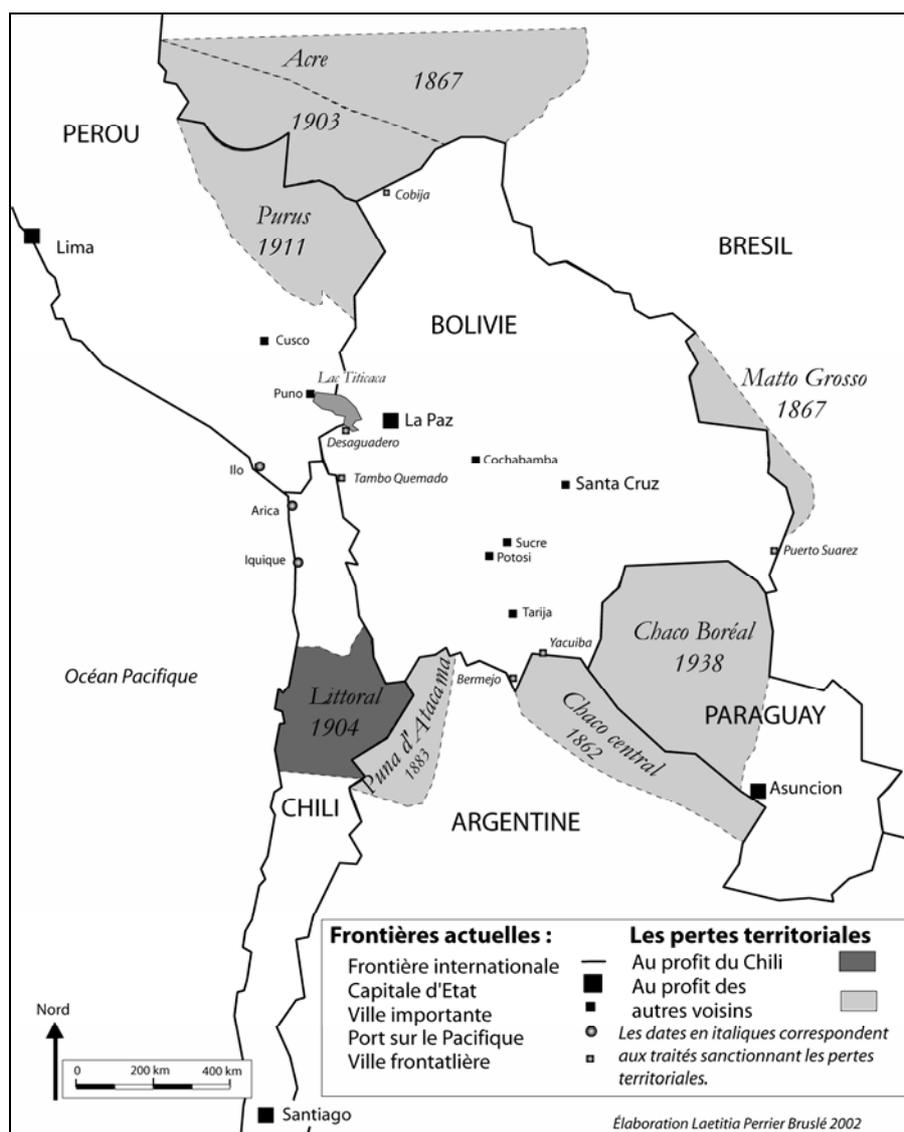


FIGURE N° 1 LES PROVINCES PERDUES DE LA BOLIVIE
BOLIVIA'S LOST PROVINCES

1 - Le secteur des hydrocarbures en Bolivie¹

La Bolivie nationalise dès 1938 ses ressources énergétiques, suite à l'amertume provoquée par les manipulations des compagnies étrangères qui avaient contribué au déclenchement de la Guerre du Chaco (1932-1935)².

¹ Ce paragraphe emprunte beaucoup à la note de conjoncture des services économiques de l'Ambassade de France à La Paz que nous remercions ici pour son excellent accueil.

² Longtemps l'historiographie bolivienne a expliqué la guerre du Chaco par l'intervention de deux grandes compagnies pétrolières : la Standard Oil, qui avait des intérêts dans le Chaco bolivien, et la Dutch Shell, qui soutenait le Paraguay. En fait, le conflit n'est pas seulement lié aux pressions de ces grandes compagnies. Depuis la perte de la façade Pacifique, la Bolivie des années 20 et 30 regarde vers l'Atlantique. Elle cherche un port sur le fleuve Paraguay pour avoir une fenêtre sur cet océan. De ce fait le Chaco, limité à l'Est par le Paraguay, est

Entre 1976 et 1980 un déclin de la production témoigne de l'incapacité de la compagnie nationale YPFB³ à produire seule, faute de capitaux comme de moyens techniques avancés. Il entraîne, à partir des années 1990, une réflexion qui aboutit à une révision draconienne de la politique énergétique de la Bolivie⁴.

1-1 Le développement par l'ouverture économique

1996 est une année de profondes réformes structurales pour le pays. Le président Sanchez de Losada lance un programme de libéralisation de l'économie, soutenu par les institutions internationales (Banque Mondiale, FMI et BID). Dans ce cadre, l'État rompt avec sa politique d'indépendance énergétique. La loi sur les hydrocarbures, du 30 avril 1996, privatise la compagnie nationale YPFB⁵ et crée une surintendance des Hydrocarbures, organe indépendant chargé de superviser et de réguler le secteur.

Les compagnies étrangères répondent favorablement à cette politique de privatisation du gouvernement. Et ce, d'autant plus que la fiscalité bolivienne devient attractive - les nouvelles découvertes sont soumises à 18% de taxes contre 50% pour le gaz exploité avant 1996. Grâce à un investissement massif, ces compagnies assurent un essor rapide des hydrocarbures. Les découvertes de gisements sont nombreuses et le secteur énergétique tend à occuper une place dominante dans l'économie bolivienne. Il représente d'ors et déjà 51,7 % de l'investissement direct étranger, soit 527,6 millions de dollars - entre janvier à septembre 2001. En comparaison, les deux secteurs des mines et de l'industrie agroalimentaire, longtemps privilégiés par les investisseurs, font pâle figure : moins de 6 % de l'IDE pour le premier, et 4,8 % pour le second.

Ainsi l'ouverture aux entreprises étrangères permet le développement des ressources gazières, mais dans le cadre et selon les conditions d'une mondialisation totale. La nationalité des opérateurs travaillant à la prospection énergétique en Bolivie, est en effet un indicateur sans appel de cette mondialisation. Le Brésil apparaît en premier, avec la disposition de 34,8 % du total des réserves prouvées du pays, les États-Unis sont en deuxième ligne, avec 29 % de ces réserves, et la France, enfin, arrive en troisième position avec 19,8 %. Plus des 4/5^{ème} des réserves nationales sont contrôlées par ces trois pays.

devenu, pour le pays enclavé, une région stratégique. (voir Carlos D. Mesa Gisbert 2001, p 572 – 573)

3 YPFB, société nationale : Yacimientos Petroleros Fiscales Bolivianos.

4 Peu de publications existent sur la politique énergétique de la Bolivie. Pour une synthèse récente voir : Loreto Correa & Martin Añez & Tanya Imaña Los laberintos de la tierra : hidrocarburos en Bolivia en el siglo XX. La Paz, 2001

5 Mais YPFB n'a pas disparu totalement et reste une façade nationale de principe. La compagnie a été vendue en trois parts à Chaco, Andina et Transredes. Les 18 compagnies qui exploitent en Bolivie doivent créer un joint-venture avec YPFB qui assure ainsi une fonction de contrôle et de représentation de l'État.

TABLEAU 1 : LES OPERATEURS EN BOLIVIE EN OCTOBRE 2001

Opérateurs et nationalités	Part des réserves prouvées et probables totales de la Bolivie
PetroBras (Brésil)	34,8 %
Maxus (États-Unis)	29%
Total Exploration (France)	19,8%
Andina (Argentine)	5,9%
Chaco (Grande Bretagne) **	4,6%
Vintage (États Unis)	2,4%
Perez Companc (Argentine)	1,7%
Tesoro (États-Unis)	1,4%
Autres	0,3%

Source : informe octobre 2001 Yacimetros Petroliferos Fiscales, repris par el Diaro

1-2 Un nouveau Potosi énergétique : le Sud de la Bolivie

Les nouvelles découvertes réalisées depuis une dizaine d'années portent principalement sur des gisements de gaz naturel situés dans le Sud bolivien. Le département de Tarija détient 86 % des réserves prouvées boliviennes contre 10,3% pour le vaste département de Santa Cruz.

Au 1^{er} avril 2002, les réserves certifiées de gaz atteignaient 52,3 TCF⁶. Elles sont donc en forte progression depuis 1997, date de la mise en route de la politique capitalisation de la compagnie nationale YPFB.

TABLEAU 2 : EVOLUTION DES RESERVES DE GAZ DE LA BOLIVIE EN TRILLION DE PIEDS CUBIQUES*

1997	1998	1999	2000	2001	2002
5,69 TCF	6,62 TCF	8,58 TCF	32,20 TCF	46,83 TCF	52,3 TCF

Source : Energypress

* Il s'agit des réserves « prouvées et probables » auxquelles pourraient s'ajouter, selon les estimations faites en 2002, 25 TCF de « réserves possibles », soit un total 77,2 TCF en 2002.

Les gisements pétroliers, bien que plus modestes, ont augmenté leurs réserves de plus d'un tiers depuis 2000. YPFB estime les réserves prouvées et probables à 929 millions de barils, auxquels il faudrait ajouter 474 millions de barils de réserves possibles, l'ensemble étant destiné principalement à la consommation nationale.

La progression exceptionnelle des réserves prouvées fait de la Bolivie un acteur de premier plan du marché du gaz en Amérique Latine. Le classement latino-américain des pays détenteurs de gaz naturel en est bouleversé, d'autant plus que d'autres découvertes importantes ont été faites ailleurs, au Venezuela, à Trinidad et Tobago ou en Argentine. Un

⁶ Ou trillion de pieds cubiques, la mesure internationale.

rapide tour d'horizon convainc aisément de la position avantageuse tenue par la Bolivie.

TABLEAU 3 SITUATION DES RESERVES PROUVEES DE GAZ NATUREL EN AMERIQUE DU SUD EN 2001

Venezuela*	Trinidad & Tobago	Argentine	Pérou	Bolivie
146 TCF	33,5 TCF	32 TCF	14 TCF	46,8 TCF

Source : Atlas économique et politique 2002.

* Mais la majeure partie de ces réserves (plus de 90%) sont dites associées, c'est-à-dire mélangées avec du pétrole, donc exigeant un coûteux traitement de séparation

Compte tenu du coût d'exploitation du gaz vénézuélien (et des incertitudes sur la stabilité du régime du président Hugo Chavez), des réserves plus limitées de l'Argentine et du Pérou, la Bolivie, pour le moment, se trouve à la tête de ce marché du gaz naturel en plein essor.⁷

1-3 L'alimentation en gaz du Brésil et des autres pays

Au fil de ces découvertes, la Bolivie est devenue un exportateur régional de gaz. Son principal client est le Brésil. En 1996 la construction d'un gazoduc de 560 km de long a été entreprise. Il contribue à l'alimentation en gaz de la région de Sao Paulo à raison de 30 millions de m³/jour. Il part de Rio Grande, non loin de Santa Cruz, pour traverser toutes les plaines orientales en direction de la frontière brésilienne où il se connecte avec le gazoduc à destination de Sao Paulo (cf : carte « le réseau des gazoducs en Bolivie »). Achievé en juillet 1999 il s'avère, d'ores et déjà, insuffisant pour répondre aux besoins brésiliens.

Deux autres projets sont actuellement en cours d'exécution pour augmenter les capacités d'exportation bolivienne. L'un, prévoit l'augmentation de la capacité du gazoduc Yabog, qui relie les zones productrices à Rio Grande, tête de ligne vers le Brésil. Il permettra de porter à 32 millions de m³ / jour son débit en 2003 pour un investissement de l'ordre de 264 millions de dollars. L'autre projet a reçu son approbation définitive des deux gouvernements en décembre 2001. Il s'agit de la construction, déjà en cours, d'une conduite parallèle au Yabog dénommé Gazryg. D'une longueur de 436 km, pour un investissement estimé à 400 millions de dollars, il acheminera au moins 25 millions de m³/ jour de gaz naturel.

⁷ Le marché du gaz est justement en expansion du fait de son caractère peu polluant et peu coûteux. En 2000, la production et la consommation ont connu un taux de croissance de 3%.

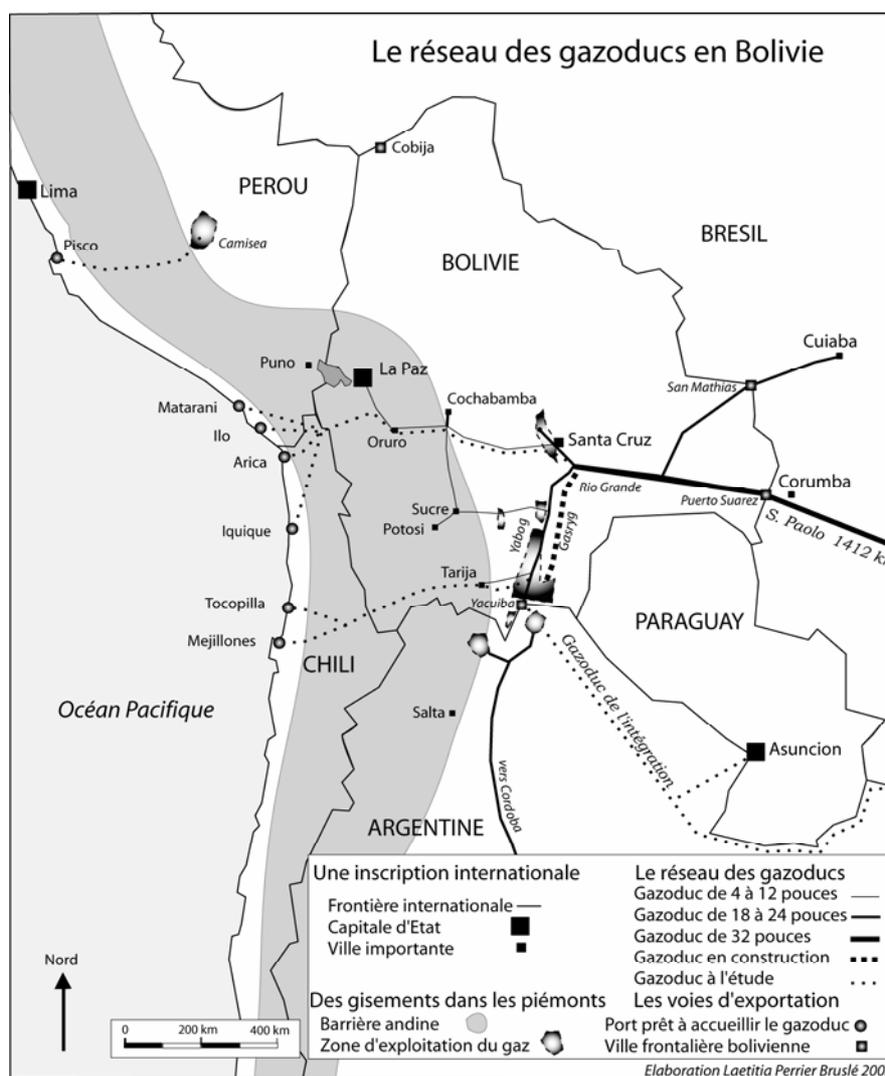


FIGURE N°2 : LE RESEAU DES GAZODUCS EN BOLIVIE

GAS PIPELINE NETWORKS IN BOLIVIA

D'autres projets sont depuis peu avancés pour étoffer encore le réseau de gazoducs desservant les pays voisins de la Bolivie. On évoque la possibilité de construire un gazoduc vers le Paraguay⁸ (pour un coût estimé à 750 millions de dollars). On envisage aussi un polyduc de La Paz vers Ilo, port du sud du Pérou, qui permettrait d'exporter 18 000 barils/jours de gaz propane liquide et autres dérivés.

1-4 Les retombées industrielles de l'exploitation du gaz naturel...

Ces nouvelles perspectives sont d'autant plus séduisantes qu'elles impliquent des retombées industrielles vitales pour le pays, qui souffre d'un déficit croissant d'entreprises industrielles, ainsi que le remarque un récent

⁸ Un accord de principe signé entre les deux gouvernements en mars 2002 donne consistance à ce nouveau projet.

rapport de Jeffrey Sachs⁹ de l'Université d'Harvard. On voit les programmes d'investissement se multiplier pour tirer partie du gaz naturel.

La société Bechtel étudie la possibilité de transformation du gaz naturel en essence, afin de pallier au déficit en diesel de la Bolivie pour un investissement estimé à 350 millions de dollars. Puerto Suarez, à la frontière brésilienne, est le point d'arrivée du gazoduc parti de Rio Grande. La ville attire de nombreux investisseurs. Une usine d'engrais azoté d'une capacité de 116 000 t et utilisant le gaz naturel, pourrait être construite par un groupe mexicano-péruvien. Petrobras et Odebrecht, toujours à Puerto Suarez, étudient la création d'une usine de fabrication de polyéthylène, d'une capacité de production de 600 000 t et alimentée en gaz naturel par Andina, pour un coût de 1,4 milliards de dollars. A Warnes, proche de Santa Cruz, un groupe élargi (Austin Powder, Fertica et IFC) étudie la possibilité de créer un complexe industriel fabriquant de l'ammoniac et du nitrate d'ammonium. Il produirait 70 000 t d'engrais pour un investissement de 25 millions de dollars.

1-5 ... et le revers de la médaille

Les opérateurs étrangers, on l'a vu, dominent le contrôle des réserves de gaz bolivien (cf. : tableau 1). La même situation était apparue en Equateur, il y a quelques années. Elle souligne un paradoxe mal accepté par l'opinion publique, en Amérique Latine comme ailleurs : être souverain du sous-sol n'implique pas la maîtrise de l'exploitation et de la commercialisation, et encore moins le contrôle des plus-values dégagées par l'activité

Autre handicap de cet Eldorado énergétique, il se trouve loin des centres de consommation mondiaux¹⁰. Or, la Bolivie n'est qu'un consommateur marginal de ses propres ressources gazières. Sur les 20 ans à venir la consommation du pays ne devrait pas dépasser les 1,4 TCF, soit moins de 2,5 % des réserves. Plus de 90 % des réserves actuelles n'ont toujours pas trouvé preneur. Seul le Brésil a pour l'instant pris des engagements d'achat à hauteur de 8,4 TCF (1,6% des réserves nationales).

Il faut donc trouver des importateurs et résoudre le problème crucial du marché. Mais tout n'est pas si facile car les stratégies qui régissent son fonctionnement sont complexes. Elles obéissent à la politique des États dominants, à celles de leurs compagnies, et, à des considérations à long terme d'une lisibilité réservée aux seuls initiés. Ainsi, si le Brésil renforce actuellement, après l'accord de 1996, ses liens avec la Bolivie¹¹ il cherche aussi à assurer la sécurité et la compétitivité de ses approvisionnements. Il diversifie donc ses importateurs, alors que d'un point de vue strictement quantitatif et technique le gaz bolivien pourrait satisfaire tout ses besoins.

9 Cet ancien consultant de la Banque Mondiale est professeur à Harvard. Il a été le père du premier plan d'ajustement de l'économie bolivienne. Depuis peu, il a émis des prises de positions hostiles envers la politique extérieure de coopération économique des États-Unis.

10 Thierry DESMAREST, président de TotalFinaElf, le rappelait lors de sa conférence au 18ème congrès mondial de l'Énergie à Buenos Aires en 2001.

11 D'autant plus qu'en décembre 2001 il a signé un nouveau contrat avec la Bolivie qui, avec la construction d'un nouveau gazoduc, doublera d'ici 5 ans ses achats faits à la Bolivie. De même, l'annonce de la découverte, au large de Bahia, d'un gros gisement off-shore de gaz pourrait modifier la donne.

Dans ce contexte de recherche de marchés, seul le projet de vente à l'Amérique du Nord présente à ce jour un débouché crédible.

2 - Le projet de gazoduc et la question du port sur le Pacifique

Les milieux économiques californiens comme mexicains ont manifesté un fort intérêt pour les perspectives ouvertes par une exportation significative de gaz bolivien, comme on a pu le constater lors de la visite du président bolivien aux États-Unis et au Mexique, en décembre 2001. Les besoins sont là bas, le Mexique prévoit, à partir de 2006, d'importer 30 millions de m³/jour de gaz.

2-1 Les opérateurs actifs dans le projet d'exportation

Importer du gaz vers l'Amérique du Nord suppose des investissements massifs (gazoduc, usine de liquéfaction du gaz, aménagement du port, construction de 4 méthaniers géants). Le gouvernement bolivien est dans l'impossibilité financière de réaliser ces infrastructures. Cette tâche incombe à un consortium privé, dénommé Pacific LNG¹², composé de trois entreprises : Repsol-YPFB, British Gas et British Petroleum. Elles envisagent, en cas d'acceptation de ses propositions par le gouvernement, une mise de fond de 5 milliards de dollars, dont 2 milliards de dollars pour le seul gazoduc.

L'hispano-argentin Repsol-YPFB est un intervenant majeur du marché du gaz bolivien. De stature internationale, il opère dans une trentaine de pays au monde. Il a réalisé en Bolivie un investissement de 600 millions de dollars et en prévoit 700 de plus dans les prochaines années. En outre, il possède le savoir-faire technique pour le conditionnement du gaz car il participe à un projet de même type : dans le cadre de l'entreprise Atlantic LNG, il produit, depuis avril 1999, du gaz liquide à Trinidad et Tobago pour ravitailler l'Espagne. Ce groupe donne la priorité à la Bolivie, depuis la découverte du gisement de Margarita, situé dans l'extrême sud bolivien, dont les réserves sont évaluées à 15 TCF.

L'association de Repsol avec British Gas et British Petroleum s'explique par le fait qu'elles sont co-exploitantes du bloc Caipipendi, qui dispose de 5 TCF de réserves prouvées et de 10 TCF de réserves probables. Si les études en cours confirment que ces réserves potentielles sont effectives, le contrat avec l'Amérique du Nord serait garanti pour le long terme et l'investissement initial sur le gazoduc rentabilisé.

Mais, stratégiquement, disposer de réserves plus amples serait un atout pour obtenir de bonnes conditions commerciales. Aussi Pacific-LNG s'emploie-t-il à rechercher un accord avec d'autres partenaires, de façon à

¹² Pour gaz liquide naturel, en français.

associer leurs réserves de gaz et à occuper une indiscutable position dominante sur le marché nord-américain. Il se trouve que proche du gisement de Margarita, détenu par Repsol-YPFB, TotalFinaElf, associée à Exxon-Mobil et British Gas, détient le gisement d'Itau. Ses réserves cumulées avec celles de Pacific-LNG permettraient de disposer de 15 millions de m³/jour supplémentaires de gaz, ce qui assurerait une exportation journalière oscillant entre 30 et 45 millions de m³/jour. Pour le consortium Pacific-LNG, comme pour la société TotalFinaElf l'association s'impose comme une évidence. Le gouvernement bolivien lui-même s'efforce de favoriser ce regroupement, d'ores et déjà en négociation¹³.

Du côté des clients potentiels, Sempra Energy, basé à San Diego, est prêt à se porter acquéreur du gaz pour une durée de 20 ans. Il achève la construction, en Californie, d'un gazoduc de 217 km et d'une centrale thermique au gaz de 600 MW. Son réseau dessert 9 millions de consommateurs mexicains. Le 4 décembre 2001 un accord de principe a été signé entre Sempra Energy et Pacific-LNG. Les parties s'engagent à livrer 22,6 millions de m³/jour de gaz d'ici 2006 au Mexique et aux Etats-Unis. L'enjeu de cette importation de gaz n'est pas seulement d'approvisionner le marché mexicain. Il s'agit aussi d'exporter de l'énergie électrique vers les Etats-Unis depuis les centrales mexicaines.

2 -2 Les données techniques du projet d'exportation vers l'Amérique du Nord

Si le projet commence à se dessiner de façon de plus en plus nette, une grande question reste cependant en suspens : quel port d'exportation choisir ? Quelques contraintes techniques permettent de faire une première sélection parmi les nombreuses villes candidates, au Chili comme au Pérou. Le port doit, bien entendu, être le plus proche possible des zones de production du gaz du Sud-Est Bolivien. Il faut qu'il puisse accueillir, sur son site, l'usine de liquéfaction, capable de réduire de 600 fois le volume du gaz, afin de pouvoir le transporter par navire. Une rotation de méthaniers transportera le gaz vers les terminaux nord-américains. Ces navires doivent disposer de conditions d'accès et de capacités portuaires adéquates. Il devra donc s'agir d'un port en eau profonde permettant l'accès aux bateaux de 20 à 30 mètres de tirant d'eau.

Quant au tracé du gazoduc il est encore suspendu au choix du port d'arrivée. On sait qu'il devra avoir au moins 30 millions de m³/ jour de capacité et qu'il partira de la zone de production autour de Tarija. Il doit franchir la cordillère des Andes occidentales par l'itinéraire le plus direct, et le moins coûteux, pour aboutir au Pacifique. A ce compte là, les différents ports ne sont pas tous autant avantageux.

Tableau 3 : Distance entre Tarija et différents ports du Pacifique

Mejillones	Tocopilla	Iquique	Ilo	Matanari
------------	-----------	---------	-----	----------

¹³ ENERGY PRESS en date du 31/1/2 002 confirme que Pacific LNG vient de demander officiellement à TotalFinaElf de rejoindre le projet. Une rencontre décisive est prévue à Paris avant le milieu 2002.

780 km	828 km	860 km	950 km	980 km
--------	--------	--------	--------	--------

2-3 Le choix portuaire : un enjeu disputé

L'enjeu du gaz bolivien est de première importance pour les gouvernements chilien ou péruvien car l'arrivée du gazoduc assurerait une réactivation de l'économie régionale dans les zones littorales. En effet, en sus de la construction d'une usine de liquéfaction, en elle même source d'emplois, le gaz rendrait possible la construction d'une centrale thermique qui fournirait de l'énergie à des activités connexes¹⁴. Le transit du gazoduc génèrerait, enfin, une cascade de revenus fiscaux et commerciaux. Les municipalités de la côte chilienne ou péruvienne sont conscientes de ces multiples avantages, directs ou induits. Elles n'ont de cesse de faire pression sur leurs gouvernements respectifs, comme sur celui de la Bolivie, pour être choisie comme port de transbordement.

Plusieurs sites côtiers sont ainsi entrés en compétition sur la côte du Pacifique : du côté chilien, ce sont les ports de Mejillones, Tocopilla et Iquique, situés sur l'ancienne province bolivienne du Littoral qui sont en liste ; pour le Sud du Pérou, Ilo et Matarani se portent candidats. Les maires de ces localités se sont rendus en délégation à La Paz, le 6 décembre 2001, pour défendre les avantages respectifs offerts par chacun de leur site. Cette démarche prouve qu'ils savent l'enjeu représenté par l'accueil de cette activité logistique en terme d'activités induites et d'emplois. On peut y voir aussi l'apparition de nouvelles solidarités extra frontalières : les édiles insistaient tous, à cette occasion, sur la nécessité de profiter de ce projet pour faire émerger une véritable communauté régionale et, en Bolivie, certains intellectuels se sont fait leur porte-voix.¹⁵

2-4 Les ports chiliens en première ligne

De nombreux ports chiliens se sont lancés dans la bataille du LNG et de nouveaux venus apparaissent régulièrement. On a vu ainsi Arica proposer sa candidature, bien après le début de la course, le 31 janvier 2002, avec des espoirs assez ténus de réussite compte tenu de l'éloignement de ce port par rapport aux autres ports chiliens plus proches, eux, du Sud Bolivien¹⁶. En fait, la compétition engagée sur la côte du Chili, oppose trois candidats sérieux.

Mejillones est sans doute la mieux placée. Située à moins de 800 km de Tarija, la ville dispose d'une baie protégée des coups de vent et de la forte houle. Cette localité de 8 000 habitants se trouve à 54 km d'Antofagasta, capitale du Nord chilien. La qualité du site portuaire expliquent la

¹⁴ C'est ce qui s'est passé de l'autre côté du pays, à Puerto Suarez, où l'arrivée du gazoduc Bolivia Brasil a permis la construction du centrale thermique fonctionnant au gaz et produisant de l'électricité.

¹⁵ Voir Guzman 2001.

¹⁶ Les faibles chances d'Arica n'ont pas désespéré ses édiles qui se sont lancés dans une intense campagne de lobbying en rassemblant une équipe composite d'universitaires économistes et d'ingénieurs, dont Carlos Arquerros et Raul Salas. Ils ont aussi organisé un voyage promotionnel dans le port pour convaincre de ses atouts.

construction actuelle d'une zone d'activités industrialo-portuaire intéressant les pays du cône Sud. Cette zone, une des plus moderne de la façade Pacifique, sera opérationnelle en 2003 et pourra accueillir un volume de charge de 1 350 000 t. Dernier avantage, le trajet de Tarija à la rade de Mejillones, au Chili est le plus court et donc le plus économique. Ce port a, pour ces diverses raisons, la faveur des autorités de Tarija, comme le montre la pétition régionale envoyée au gouvernement en avril 2002.

Tocopilla est le deuxième port chilien pressenti. A une distance de 828 km de Tarija, la localité se trouve au cœur du bassin minier chilien mais elle compte aussi des activités chimiques importantes. Le port permet la manœuvre de navires de 250 m de long, de type panamax avec un tirant d'eau de 14,35 m. « *Concernant le gazoduc nous avons un site portuaire idéal du point de vue de ses qualités physiques, géographiques et techniques* », résumait son maire.

Iquique, troisième port chilien dans la course, propose pour accueillir le projet gazier une fiscalité adaptée et la location pour 99 ans de son port. Son maire, avait même poussé loin les enjeux, en février 2002, en affirmant vouloir donner un accès souverain à la mer à la Bolivie. « *C'est une idée très simple* », affirme-t-il « *nous leur offrons une portion de terre pour qu'ils installent des ports, et eux, au moyen de conduites, nous assurent une arrivée d'eau, captée dans leurs rivières pour développer notre agriculture et nos besoins de base.* » Sa politique d'extrême ouverture envers ses « *frères boliviens* » s'accompagne, bien sûr, de la volonté d'accueillir le gazoduc. « *Les ports du Chili sont offerts aux investisseurs étrangers* », ajoutait-il, « *pourquoi ne pas en donner un à nos frères boliviens.* » Ce trublion de la politique chilienne va même jusqu'à affirmer que cette idée plait bien au président Ricardo Lagos, socialiste comme lui.¹⁷

L'impression générale est que les ports chiliens ont la faveur du gouvernement bolivien et du consortium Pacific LNG en raison de leur proximité qui réduirait d'autant le coût du projet final.

2 -5 Le cheval de Troie péruvien

Le Pérou est donc l'outsider. Mais avec deux sites portuaires remarquables il peut faire valoir certains avantages.

Ilo est un port péruvien remarquablement bien relié, par route asphaltée, à la ville de Desaguadero, à la frontière bolivienne. Il se trouve à 950 km de Tarija, mais il est prêt à offrir de nombreux avantages fiscaux dans le cas où les promoteurs du projet le choisirait. Le président Toledo lui même a offert de moderniser ce port, avec des financements mixtes privés et publics.

Matarani est le second port péruvien par ordre d'importance et il est parfaitement équipé selon les normes les plus modernes. Son arrière-pays est bien desservi grâce à des infrastructures routières, aériennes et ferroviaires de qualité. Un espace de 100 hectares est disponible pour créer une zone portuaire qui serait affectée à la Bolivie (voir Energy Press n°69,

¹⁷ Sur ce point, voir le quotidien électronique bolivien Report-e du 08/02/2002, citant des sources de l'agence d'information Ansa de Santiago.

10/12/2001). De plus, les liens entre la Bolivie et ce port ne cessent de se renforcer. En 2001 la moitié des marchandises prises en charge sur le port provenait de Bolivie, ce qui faisait de Matarani, le premier « *port bolivien* » avant Arica.

Un autre élément économique joue en faveur du choix d'un port situé au Pérou : il réduirait de 600 km la navigation vers l'Amérique du Nord. Est-ce que cet avantage compenserait la différence de longueur du tracé du gazoduc dans le cas du choix d'un port péruvien¹⁸. ? Cela mériterait vérification, de plus, selon d'autres sources, le passage par la Cordillère des Andes occidentales, proche de la frontière péruvienne, serait plus aisé donc moins exigeant en énergie pour propulser le gaz par-delà les Andes.

Les prises de positions du président péruvien indiquent que l'alternative péruvienne dispose d'une certaine crédibilité. Il reste à évaluer l'impact du second aspect de l'offre de Lima, celui de la future exploitation du gisement de Camisea, situé près de Cuzco, et en quête depuis des années d'un gazoduc comme d'une usine de liquéfaction du gaz naturel pour son exportation. Toledo a évoqué à ce sujet d'une « *intégration binationale des infrastructures gazières* » qui consisterait à promouvoir des installations portuaires capable de servir à la fois à l'exportation du gaz de Camisea, près de Cuzco, et du gaz bolivien. Mais les conditions dans lesquelles se dérouleraient le projet font douter de sa réelle faisabilité. Le Pérou, par la voix de PlusPetrol Peru Corporation – l'entreprise qui détient le gisement de Camisea, avance l'idée de construire une usine de liquéfaction et une flotte de méthaniers commune. Cette proposition, qui supposerait un investissement estimé entre 800 millions et 1 milliards de dollars, semble un effet d'annonce peu sérieux, l'entreprise péruvienne n'ayant ni les moyens financiers, ni le savoir technique pour assurer son bon déroulement. De plus, si les Boliviens pourraient accepter de s'installer à Ilo, c'est à Pisco que les Péruviens veulent construire la nouvelle usine. PlusPetrol répond à l'opposition bolivienne en imaginant la construction d'un gazoduc pour unir les deux sites, une solution bien coûteuse et, de ce fait peu probable.

L'intrusion de cette sorte de cheval de Troie ne semble pas, jusqu'ici, avoir retenu l'attention des opérateurs du projet Pacific LNG, malgré la volonté péruvienne de parvenir à un accord. Mais il est certain que ce projet d'exportation en commun des ressources des deux gisements, s'il est crédible, pourrait être un atout définitif en faveur du choix d'un port péruvien.

III Le réveil de la question du littoral

Pour les milieux politiques comme pour l'opinion publique bolivienne ce projet d'exportation du gaz vers l'Amérique est une occasion unique de relancer des négociations avec le Chili restées vaines depuis trois quarts de

¹⁸ Le tracé du gazoduc serait allongé de 20 % environ, par rapport au tracé le plus court vers Mejillones, si les constructeurs faisaient le choix d'un port péruvien.

siècle, et qui ont toutes portées sur la revendication bolivienne d'un droit de libre d'accès au littoral ex-bolivien.

3-1 Un vieux contentieux

Cette affaire, rappelons-le brièvement, est née de la Guerre du Pacifique (1879-1884)¹⁹. Le conflit a pour origine la poussée des intérêts économiques chiliens et de leurs partenaires étrangers (Anglais, Français ou Allemands) soucieux d'exploiter les riches gisements de guano et les mines de cuivre du désert d'Atacama. La faible présence de l'État bolivien, liée à l'absence de communications aisées avec La Paz, sa politique fiscale maladroite et l'accumulation des conflits d'intérêts et de compétences douanières entre les ressortissants et sociétés des deux pays créent les conditions d'une crise.²⁰

La formation d'une alliance entre le Pérou et la Bolivie, en 1873, dirigée contre l'expansionnisme chilien pousse ce dernier à faire une guerre préventive aux deux alliés andins. La supériorité militaire chilienne oblige la Bolivie à un cessez-le-feu tandis que le Pérou poursuit sur son territoire une lutte inégale. L'armistice de 1884, suivie de l'accord provisoire de 1885, sanctionne l'occupation du littoral bolivien et du sud du Pérou, avec les ports d'Arica et de Tacna.²¹

En 1904, un traité de limites frontalières fait suite à cet armistice : en échange de la reconnaissance de sa totale souveraineté sur l'ex-province bolivienne du Littoral, le Chili, à titre de dédommagement, s'engage à construire un chemin de fer reliant Arica à La Paz et accepte de verser une indemnité de 300 000 livres sterling. En 1918 la Bolivie dénonce, sans succès, ce traité. En 1926 le Chili accepte enfin, après un référendum organisé par la S.D.N., de restituer Tacna au Pérou. Mais ce nouvel accord prévoit que les modifications des limites du Pérou avec la Bolivie, dans le secteur du littoral, ne peuvent avoir lieu qu'avec l'accord de Santiago. Ainsi la Bolivie se retrouve prisonnière de sa barrière andine et son trafic en direction du Pacifique est contrôlé par le Chili.

À plusieurs reprises des négociations sont entamées pour trouver un compromis²². Elles le sont toutes en vain. Après une dernière tentative, en 1978, la Bolivie rompt ses relations diplomatiques avec le Chili. Cette mesure est toutefois restée assez platonique puisque les consulats généraux des deux pays sont restés en place et traitent les affaires courantes.

3 -2 Un dilemme ou un nœud gordien

Face à la volonté bolivienne de rouvrir une négociation, le Chili reste ancré sur le traité de 1904, car, selon lui, cet acte diplomatique international a

19 Nous citons un des rares ouvrages récents en français sur cette question, mais en signalant qu'il donne surtout la priorité de ses commentaires aux sources d'origine chilienne. Voir CLUNY, C.M. Atacama 2001. La Guerre du Pacifique. 1879-1884, Paris, La Découverte.

20 Voir Bresson 1886.

21 Voir Ireland 1942.

22 Une très riche littérature existe sur la question du Pacifique. Pour aller à l'essentiel du point de vue bolivien, voir la synthèse récente publiée sur cette question par : ABECIA BALDIVIESO, V. Como llegar al mar. Edité par l'auteur. 85 p. La Paz. 2 001.

tranché définitivement la question du littoral bolivien. Aussi s'en tient-il officiellement, pour ce qui concerne le gazoduc, à une position purement technique, celle du règlement d'un accord commercial entre des partenaires ayant des intérêts communs. En novembre 2001 une entrevue a eu lieu à Lima entre les deux présidents. Elle n'a pas permis de faire progresser la discussion. La situation est d'autant plus bloquée que l'approche des élections au Chili incite le président actuel à la plus grande prudence. Pour la débloquer, le gouvernement bolivien peut faire jouer la menace de l'option péruvienne en cas d'échec des négociations avec le Chili. Toledo, le président du Pérou, soutient bien sûr cette option. Lors d'une visite officielle à La Paz, en janvier 2002, il a multiplié les engagements et les promesses si la Bolivie choisissait en définitive un port péruvien.

En vérité, Chili et Bolivie sont prisonniers de leurs opinions publiques comme de l'héritage de l'Histoire. Pour le Chili unanime, il est impensable de rétrocéder une parcelle de souveraineté sur la côte annexée, car cela risquerait de couper en deux son territoire. La Bolivie, quant à elle, ne peut se satisfaire d'une simple opération commerciale sans un aménagement, même symbolique, des traités imposés au début du siècle.

Quel est alors le dédommagement que serait en mesure de fournir le Chili ? Plutôt que de continuer à rêver de hisser le drapeau sur le Pacifique, libérer la Bolivie des contraintes douanières et fiscales grevant le passage de son trafic par la côte chilienne paraît être un objectif raisonnable. Acceptable par le Chili, il serait fondamental pour la Bolivie dont 95% des exportations se dirigent vers le Pacifique. La solution pourrait résider alors dans la reconnaissance à ce pays enclavé de l'usage, dans un port chilien, d'entrepôts placés sous un bail de longue durée et jouissant de l'exemption douanière ; ses échanges seraient acheminés par camions plombés suivant un circuit routier bien défini²³. Comme le rappelait l'ex-président Quiroga, la disposition d'une telle zone franche en territoire chilien est la condition de la compétitivité du gaz bolivien. A Tarija, le 15 avril 2002, il affirmait « la Bolivie doit récupérer sa qualité maritime et son ouverture sur le Pacifique parce que sinon le prix du gaz grevé par les droits de douanes prélevés lors du passage de la frontière sera prohibitif. »²⁴

Malgré un blocage de façade, les négociations en sous-mains continuent. A la mi-avril 2002 la presse de Santiago révélait qu'un accord entre les deux présidents sortants Quiroga, pour la Bolivie et Lagos, pour le Chili était en négociation. Il prévoit qu'un port pourrait être cédé à la Bolivie selon les règles d'un commodat. Cet accord compte déjà le soutien de toute une partie de la droite chilienne - donc l'UDI²⁵. En échange, le Chili pourrait demander une enclave territoriale sur la frontière brésilienne, dans la zone de Puerto Suarez.

²³ La Suisse dispose depuis longtemps de ce genre d'accord avec la France, pour l'utilisation du port de Sète ou avec l'Italie pour celui de Gênes.

²⁴ Voir Reporte-e, 16/04/2002.

²⁵ C'est l'Union Démocratique indépendante parti de centre droit, très lié à l'ADN, le parti au pouvoir jusqu'en juin 2002 en Bolivie. Voir La Tercera, 14/04/02.

3- 3 La logique de la mondialisation face à la mémoire géopolitique

Reste une question que les Boliviens répugnent à évoquer : quelle est leur marge de manœuvre réelle dans ce projet, sachant que le financement est totalement étranger ? Comment imposer, par exemple, au consortium Pacific LNG le choix d'un port péruvien qui entraînerait vraisemblablement un surcoût ?

En réalité, la solution péruvienne est bien moins crédible. En choisissant cette voie de sortie, les Boliviens contrarieraient des plans régionaux d'intégration énergétiques. D'autres projets de desserte du Chili par gazoduc venant d'Argentine existent, et une synergie pourrait être trouvée dans le cadre de ce cône sud – même si aujourd'hui les troubles en Argentine font que le Chili se détourne de ce fournisseur pour chercher un accord de livraison de gaz avec la Bolivie. De plus, le sort futur du gisement de Camisea reste encore trop embrouillé pour peser en faveur du Pérou. L'opérateur de ce gisement, Plus Petrol, vient certes de demander son intégration au groupe Pacific LNG, en janvier 2002, mais sans avoir reçu de réponse ferme.

En fait, on entre ici dans les grandes manœuvres, à moyen ou longs termes, des opérateurs en charge de l'approvisionnement énergétique du monde occidental, et particulièrement de l'Amérique du Nord. La question du Littoral bolivien est loin de ces problèmes de compétition internationale entre les différents opérateurs agissant dans le cadre d'une mondialisation accrue.

Un autre facteur a joué contre les revendications souverainistes boliviennes : les échéances politiques au Chili comme en Bolivie.²⁶ Le consortium en charge du projet d'exportation, Pacific LNG, avait imposé une date butoir, entre le mois de mars et le mois d'août 2002, pour l'annonce du port définitivement élu. On peut imaginer que cette précipitation avait pour but d'éviter la surenchère partisane, en Bolivie comme au Chili, à l'occasion des campagnes électorales.²⁷ Cette pression de Pacific LNG, comme de l'acheteur mexicain Sempra Energy était aussi liée au souci d'assurer au plus vite le projet gazier afin de répondre à la demande d'un client nord américain pressé d'aboutir d'ici 2005, dans le contexte d'une concurrence accrue entre les pays producteurs de gaz. Mais, devant les difficultés apparues lors de l'élection présidentielle en Bolivie à propos du projet gazier, un nouveau report de date a été accepté par Sempra Energy. Les Boliviens ont maintenant jusqu'à la fin de l'année 2002 pour choisir le port d'accueil.

Par-delà les manœuvres normales et la désinformation de règle qui brouille les pistes, certaines questions restent en suspens : la Bolivie, en cas d'échec avec le Chili, est-elle assurée d'une alternative économiquement fiable avec le Pérou ? Le Chili peut-il laisser passer l'atout présenté par le gaz bolivien

²⁶ Au Chili comme en Bolivie, les mois de mai et juin 2002 ont été ceux des élections présidentielles et des députés.

²⁷ Faute d'une décision définitive de l'ex président Quiroga avant le mois de mai, la surenchère partisane n'a pu être évitée. Bien au contraire, la question du gaz et du choix du port a été un des thèmes clefs de la campagne.

qui assurerait le développement industriel de son nord déshérité ? Les opérateurs du projet peuvent-ils se résigner au gel durable d'une grande opération qui seule peut valoriser commercialement leurs investissements aussi dérangeantes que puissent être les raisons d'ordre nationaliste mises en avant par les États qui sont leurs partenaires obligés ?

IV- Quant la Bolivie renoue avec ses vieux démons

4-1 Une économie mono-dépendante

Pour certains Boliviens, hantés par les fastes des miracles économiques de Potosi, puis du caoutchouc ou de l'étain, la Bolivie grâce à l'énergie est au seuil d'un nouvel Eldorado²⁸. Mais pour obtenir des retombées positives de cette exploitation du gaz, il faudra que l'État se résolve à jouer son rôle d'intervenant. Or, on constate aujourd'hui que les déséquilibres anciens réapparaissent.

On note, par exemple, une modification de la balance commerciale bolivienne. Avec le récent essor des exportations de gaz vers le Brésil, la Bolivie a renoué avec sa vieille vocation de n'être qu'un exportateur de matières premières brutes. Dégageant une faible valeur ajoutée, le secteur énergétique crée, de surcroît, un nombre dérisoire d'emplois directs. Seul 0,2 % de la population active en 2000 travaille dans ce domaine. Le gazoduc transandin, par exemple, devrait employer, lors de sa construction, seulement 400 personnes. Quant aux royalties versées par les compagnies pétrolières à l'État, elles ne sont pas à la mesure des volumes produits : elles devraient s'élever en 2004 à 190 millions de dollars, soit 2,2% du PIB de 2001. Dans le cadre de la mondialisation deux contraintes pèsent sur ces taxes et expliquent leur faible valeur : l'impossibilité de les augmenter à volonté, puisque le gaz bolivien doit rester compétitif sur le marché mondial et la volatilité des cours des hydrocarbures qui se répercutent sur le montant global des prélèvements.

4 – 2 Le déséquilibre régional loin d'être résorbé

S'il enferme la Bolivie dans son destin de pays mono-exportateur, le développement du secteur énergétique ne semble pas plus efficace pour lutter contre les déséquilibres régionaux qu'il génère. Seule une politique étatique vigoureuse, concentrée sur le développement régional pourrait changer l'ordre des choses. Elle devrait donner la priorité aux secteurs de l'Altiplano ruinés économiquement par la désertification minière des années 1980 et la crise actuelle de la micro agriculture andine.

²⁸ D'autant plus que les pronostics concernant les nouvelles évaluations en attente de publication tablent sur des réserves certifiées de gaz passant de 46 à 60 millions de TCF !

Or, l'actuelle Loi des Hydrocarbures ne va pas dans le sens de cette redistribution régionale. Elle attribue, avec une générosité qui n'escomptait certainement pas les découvertes réalisées, 11 % des revenus des ventes de gaz au département producteur, 6 % à l'État et 1 % aux départements marginaux du Beni et de Pando. De 1999 à 2019, si on tient compte des seuls engagements actuels (en janvier 2000) ces revenus produiront un total de 3 150 milliards de dollars. Le département de Tarija en recevra 1 506, soit 131 dollars par tête d'habitants. Le département amazonien du Pando ne sera pas trop mal loti, avec 35 dollars par habitants – en raison de son faible nombre d'habitants, et de son statut de département défavorisé. En revanche les départements d'Oruro, de Potosi et de La Paz, dans l'Altiplano, ne toucheront rien. Ainsi le plus petit des départements, et l'un des moins peuplés se transformera en un pseudo émirat, mais ses voisins de Chuquisaca, d'Oruro et de Potosi, resteront nécessiteux.²⁹ Cet état de fait est d'autant plus redoutable que les régionalismes sont forts en Bolivie et que les responsables locaux ne sont pas préparés à gérer de telles sommes. Cette situation paradoxale, si elle persistait, creuserait de nouvelles et fortes disparités régionales qui viendrait s'ajouter au fossé qui sépare deux Bolivies : celle où se concentrent les hommes et la richesse sur l'axe La Paz-Cochabamba-Santa Cruz, et celle des périphéries plus ou moins amorphes et vidées³⁰.

4 – 3 En Bolivie aussi, les anti-mondialisations

Une critique, à forte connotation idéologique, règne dans les cercles économiques³¹ comme dans les milieux intellectuels ou populaires boliviens. Selon elle, la privatisation des grandes entreprises publiques a abouti à la mise à l'encan, au profit du grand capitalisme international, des ressources et richesses nationales de l'État. La campagne pour l'élection présidentielle ouverte depuis le mois d'avril, incite à la surenchère des courants nationalistes, sur le thème du « on nous pille nos richesses. »

La force nouvelle du mouvement d'anti-mondialisation qui s'est manifestée depuis peu, et dont les préoccupations sont largement partagées par une partie de l'opinion en Bolivie, est un autre signal de résistance à prendre en compte. Il rencontre un fort écho dans le pays comme en témoigne le radicalisme millénariste des mouvements de paysans indiens. Ils refusent aussi bien l'économie de marché que la présence d'investissements étrangers exploitant les ressources naturelles, dans le cadre de la mondialisation néolibérale.

Lors de la campagne pour l'élection du président et du parlement la question de la vente du gaz, et d'un accord éventuel avec le Chili, a été au centre des débats. Chaque candidat a du exprimer sa position sur ce point

²⁹ Voir LYKKE et alli 2000

³⁰ Voir ROUX et alli 2001

³¹ Des économistes constatent que la valeur de l'ex-compagnie nationale YPFB était avant sa capitalisation de 383 millions de dollars, mais en ne tenant pas compte de la valeur intrinsèque des réserves. Le rachat par les compagnies Andina, Chaco et Transredes a entraîné un investissement de 835 millions de dollars. Voir : Macias Bilabao, E. & Carvajal, C. G. & Ramirez terceros, W. La capitalizacion en cifras correctas. El Deber du 27/11/2 001. La Paz.

qui inquiète l'opinion publique. Cela a donné lieu à une surenchère pour contrer l'option chilienne, savamment entretenue par les nouvelles offres péruviennes. Les partis hostiles à tout accord avec le Chili, voir à la vente du gaz, qu'il serait préférable de garder pour les générations futures ont connu une forte poussée. A la tête de ce mouvement le MAS, d'Evo Morales a obtenu 20,9% des suffrages.³² Devant la force de la contestation le nouveau président devra jouer finement pour faire accepter un accord avec le Chili. Par delà les négociations en cours avec les autres partis, il a eu cependant une position non équivoque déclarant que « refuser le contrat de vente de gaz, c'était accepter un nouvel enclavement. » Il a aussi promis un référendum sur le sujet d'ici la fin de l'année... Ce qui pourrait donner une nouvelle occasion aux anti-mondialisations de faire entendre leurs voix.

Ainsi, lorsque la revue de presse bolivienne sur l'énergie, *Energypress*³³, évoque, à propos des tractations sur la revendication territoriale bolivienne une simple « interférence politique » à un projet économique, elle semble se fourvoyer. Et si cette vision des choses étaient partagées par les acteurs détenteurs du marché du gaz, elle les conduirait à une profonde erreur d'appréciation psychologique.

* *
*

Le marchandage pour le gazoduc Pacific LNG se joue entre les sites chiliens et péruviens. La solution retenue, quelle qu'elle soit, frustrera gravement l'un de ces deux pays comme elle aura des répercussions sur la coopération régionale et les projets d'intégration économique. Si, pour beaucoup de Boliviens, un arrangement préférentiel avec le Pérou effacerait le Traité de 1904 et constituerait une revanche historique sur « un diktat inique », est ce que les espoirs de retrouver une parcelle de souveraineté mis dans cet arrangement seront vraiment satisfaits ? La côte chilienne reste, *nolens volens*, l'indéniable complément géographique et l'exutoire économique naturel du sud bolivien comme de la région pacéenne. De fortes synergies économiques pourraient s'y établir.

En fait la question du gazoduc transandin, telle qu'elle est actuellement posée, voit l'affrontement de deux conceptions antinomiques : l'une, portée par l'opinion publique bolivienne, revendique une justice historique, l'autre, qui est celle des grands groupes énergétiques, recherche la rentabilité économique. Parallèlement, deux logiques territoriales se font face : la globalisation des échanges fait apparaître des synergies régionales et transnationales, tandis que les anciens contentieux frontaliers empêchent cette intégration régionale, pourtant d'actualité comme en témoigne les avancées de l'IIRSA³⁴.

³² Ce score du MAS le plaçait en deuxième position, juste après le MNR – 22,46% des suffrages, l'actuel parti du nouveau président Sanchez de Losada.

³³ Dans sa note du 8/04/02, p. 4.

³⁴ L'initiative pour l'intégration régionale de l'Amérique du sud regroupe 12 pays autour de projets communs d'intégrations physique. Fondée en septembre 2000 à Brasilia, à l'initiative du président brésilien Cardoso, elle a obtenu le soutien de la BID, de la CAF et de FONPLATA pour financer des projets routiers, fluviaux ou de conduites énergétiques sur le continent.

L'Histoire ne ménage pas ses surprises et ses facéties envers les divers pays qui sont impliqués par les problématiques actuelles : la Guerre du Chaco n'a pas apporté au Paraguay les richesses pétrolières escomptées ; et la Bolivie, grâce au gaz, peut échapper au destin d'arrière-pays agricole et passif du Matto Grosso du sud qui semblait, lui être réservé. Une heureuse conclusion de la vente du gaz à l'Amérique du Nord signifierait que la Bolivie s'incorpore dans les réseaux d'une mondialisation économique et abandonne son ghetto géopolitique. Sa position géographique, sur l'interface Andes-Amazone-bassin de La Plata, retrouve ainsi, toute sa valeur, peu exploitée jusque là. Elle donne tort à la malédiction d'un diplomate espagnol qui, imbu des théories mécanistes de l'école de géographie de Ratzel, écrivait : « *La Bolivie est un non-sens géographique* »³⁵. Pays subissant un enclavement durable qui a fortement marqué les mentalités, la Bolivie est face à un nouveau défi, celui de devenir un pays de contact ³⁶ avec sa nouvelle vocation énergétique.

Bibliographie

- Abecia Baldivieso V. (2001), *Como llegar al mar*, La Paz, édité par l'auteur, 85 p.
- Arreghini L. & Roux J.C. (2001), *Bolivie : des Andes à l'Orient. Disparités spatiales et dynamiques socio-économiques*, Montpellier, IRD, 141 p.
- Atlas économique et politique mondial 2 002. Le Nouvel Observateur. 368 p. 2 002.
- Bresson (1886), *Bolivia. Sept années d'explorations, de voyages et de séjours dans l'Amérique Australe*, Paris, Challamel Ainé.
- Cluny, C.M. (2001) *Atacama. La Guerre du Pacifique. 1879-1884*, Paris, La Découverte.
- Ireland, G. (1942) *Conflictos de Limites y de posesiones en Sud America*. Traduit de l'anglais. Circulo Militar de Buenos Aires.
- Mesa Gisbert, C. & all. (2001) *Historia de Bolivia*, La Paz, Editorial Gisbert y CIA SA.
- Correa, L. & Añez, M. & Imana, T. (2001) *Los laberintos de la tierra : hidrocarburos*. In : *Bolivia en el siglo XX*. La Paz.
- Lykkhe E.A. & Meza M., (2001) *The Natural gas sector in Bolivia. An overview* Instituto de Investigaciones socio-economicas. Universidad Catolica Boliviana.
- Malagrida Badia, C. (1919) *El factor geografico en la America del Sur*. Tipo Ratès. Madrid.
- Roux, J. C. & all. (2001) De l'enclavement à la globalisation : une ouverture risquée pour la Bolivie. 317-342. *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 212.

35 voir MALAGRIDA-BADIA, C 1919.

36 SAAVEDRA WEISE A 1996 *Perspectivas de Bolivia en torno a los corredores bioceanicos*, La Paz, Mundy Color, l'expression même était le titre d'un article paru dans les pages Opinion d'El Deber début avril 2001 « *Bolivia un pais de contactos sin contactos* » où il remettait en question ces analyses de 96 devant la faible avancée des corridors biocéaniques qu'ils avaient proposé, étant au ministère des affaires étrangères sous le gouvernement de Goni.

Saavedra Weise, A. (1996) *Perspectivas de Bolivia en torno a los corredores bioceánicos*. Mundy Color, La Paz.

Journaux et périodiques

ENERGY PRESS. du n° 66, et n°69 du 10 au 16 décembre 2 001. Voir aussi sur internet :www.energypress.com. 31/1/2 002.

EL DEBER. du 27/11/2001. La Paz. Macias Bilabao, E. & Carvajal, C. G. & Ramirez terceros, W. La capitalizacion en cifras correctas.

LA PRENSA, du 2/12/2 001. La Paz.

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE, service de l'Expansion économique, Ambassade de France à La Paz. Octobre 2001.

PULSO Guzman, V. Gas : una idea trinacional ¿Y si en vez de dos,mejor somos tres ? 2001. La Paz.

REPORT-E Noticias al dia Gobierno chileno llano a atender plan de Iquique para ofrecer mar a Bolivia, le 08/02/2002. Voir aussi le site internet : www.report-e.com